Ce déséquilibre à notre détriment, par lui seul inique et déloyal, devient dangereux. Il aggrave la division entre les deux races, en donnant à l'une des faveurs et à l'autre les charges.

Les villes d'eaux. — Extrait de *La Meuse*, 1 mai 1912:

Le gouvernement va soumettre aux Chambres un projet de convention accordant:

1^o Une somme de 2.000.000 de francs à l'effet de solder, à la décharge de la ville d'Ostende, la part d'intervention de celle-ci dans les frais de construction d'un nouveau port de pêche sur la rive Est;

2^o Une somme de 5.500.000 francs pour la construction d'un palais des Thermes, à Ostende;

3^o Une somme de 2.500.000 francs pour l'amélioration et l'agrandissement du port de pêche de Zeebrugge;

4^o Une somme de 6.000.000 de francs à affecter à la construction d'un port de pêche à La Panne;

5^o 6.500.000 francs pour l'augmentation du capital de la Compagnie des Installations Maritimes de Bruges;

L'Etat accorde, enfin, à la ville d'Ostende, le 2^e et le 3^e bassin du commerce pour l'agrandissement de la gare d'Ostende-Ville et l'établissement de voies ferrées.

Après cela, si Spa n'est pas satisfaite, c'est qu'elle est bien difficile!

Sur le même sujet, voyez le *Compte-rendu Analytique*, Chambre des Représentants, séance du 3 mai 1912 (p. 784):

Un crédit de 200.000 francs, demandé par M. PIRARD, pour secourir la ville de Spa, a été refusé par assis et levé.

* *Compte-rendu Analytique*, Sénat, séance du 30 avril 1912. Budget du Ministère de l'Agriculture et des Travaux Publics (p. 150):

M. VANDERBORGH. — « Je constate qu'en 1911, le gouvernement a demandé au budget extraordinaire 4.378.966 fr. 45 de routes pour le pays flamand et 1.625.693 fr. 80 pour le pays wallon. En 1912, il y a 2.907.560 fr. pour le pays flamand et 1.358.358 fr. 91 pour le pays wallon!

« Vous voyez que la Wallonie est particulièrement sacrifiée. »

* *Compte-rendu Analytique*, Chambre, séance du 3 mai 1912 (p. 785):

Au vote sur l'ensemble du budget extraordinaire, M. MASSON, député de Mons, s'est abstenu « parce que les intérêts des régions wallonnes sont généralement sacrifiés dans les travaux publics ».

Quelques députés se sont abstenus pour les mêmes motifs.

Détournement des grands express. — Nous ne revenons point sans raison sur ce qui concerne le détournement des grands express.

Plusieurs s'étonnèrent que la manifestation de mai eût lieu après les paroles rassurantes prononcées au Sénat.

D'aussi rassurantes paroles n'avaient pas empêché des projets dangereux de naître, ni l'administration de persévérer dans ses projets.

Quelqu'un a dit qu'il fallait, pour réussir, de l'action, encore de l'action, toujours de l'action.

On jugera si cette objurgation est nécessaire.

Compte-rendu analytique. — Sénat, 25 avril 1912.

M. BORBOUX parle contre le détournement des grands express. M. FLÉCHET demande au ministre qu'il s'explique à ce sujet.

A noter (p. 700) une interruption typique. M. BORBOUX ayant dit que, pour développer une région ou une ville, il suffit d'y faire passer une grande voie de communication, M. PERSOONS s'est écrié textuellement: « On peut soutenir, dès lors, que, dans l'intérêt de la Campine, la nouvelle voie vers l'Allemagne doit suivre la ligne projetée ».

M. DE BROQUEVILLE a répondu à la séance du 26 Avril (*Analytique* p. 708). « Je tâcherai d'arriver à donner satisfaction à Liège, Verviers et Spa... » Je travaille avec la certitude d'aboutir à une bonne solution »

Mais il a dit aussi: « J'étais partisan de la ligne directe par Tongres et je ne dis pas qu'elle ne sera pas adoptée »

N.-B. Les Annales parlementaires corrigent comme suit cette dernière déclaration:

« Nous avons un projet que nous considérons comme bon: c'est le tracé direct vers Tongres combiné avec ce qu'on a appelé le système Fontaine-Laloux que M. Helleputte a déclaré être réalisable et que, pour ma part, je serais heureux de voir réaliser. Je ne pourrais d'ailleurs pas dire aujourd'hui que ce n'est pas une solution similaire qui prévaudra.

Cette dernière déclaration ayant produit une émotion considérable en Wallonie, M. BERRYER, ministre de l'Intérieur, s'est empressé de faire publier (deux jours après), une lettre où il déclare « qu'il ne dépendra ni de quelques minutes, ni de quelques kilomètres de plus, que les intérêts de l'agglomération liégeoise, ne soient pleinement sauvegardés dans le sens des déclarations faites aux Chambres en juillet et août 1907 ».

C'est assez élastique. Pourquoi ne pas faire une déclaration nette et sans réticences?

Le Ministre ajoute que le mouvement de protestation actuel est sans raison. Pourquoi a-t-il attendu six mois d'agitation avant de le dire? — Et pourquoi choisit-il le moment où cette agitation prend de graves proportions pour se décider à parler?

Mais ce n'est pas tout. Continuons notre citation.

Compte-rendu analytique, 8 mai 1912 (p. 216-217).

MM. MAGIS puis Van HOEGAERDEN demandent à M. DE BROQUEVILLE de déclarer nettement que les grands express passeront par Liège.

Le ministre ne répond pas.

Le 9 mai 1912 (p. 236). M. DE BROQUEVILLE répond: ... « Je répète que le tracé Fontaine-Laloux est un des plus intéressants » ... « S'il s'agit de faire un détour de quelques minutes pour desservir l'une des villes dont on parle, nous n'hésiterons pas à le faire »

M. COPPIETERS déclare: « Mais la ligne passera à 15 kilomètres de Liège! »

M. MAGIS demande au ministre de dire qu'il n'en sera pas ainsi?

M. DE BROQUEVILLE donne une réponse vague qui ne dément rien.

M. COPPIETERS: « Les express passeront-ils aussi près de Liège que les grands express passent près de Gand à Gand-St-Pierre? »

Le ministre déclare ne pouvoir « entrer dans des détails tout à fait minutieux » et ne répond pas à la question.

p. 240. — Sur les instances de M. MAGNETTE, M. DE BROQUEVILLE répond: « Je vous ai parlé de tous les systèmes possibles sans vous donner d'avis formel sur aucun ».

Puis il déclare s'en tenir aux paroles de M. HELLEPUTTE de 1907.

Donc, pas d'avis formel — par suite, pas d'engagement. La question de savoir si la ligne passera près de Liège est un détail tout à fait minutieux.

Si, pour le surplus, le Ministre s'en tient aux paroles de M. Helleputte, qui semblaient autrefois satisfaisantes, celles-ci n'ont pas empêché un retour offensif de l'ennemi.

Et enfin, restriction suprême, le chef du cabinet avait dit: « *Je ne vous ai donné d'avis formel sur aucun système* ».

Or, le 18 février dernier, M. le ministre Berryer, discourant au Cercle Saint-Hubert à Liège, disait:

« Cette question est importante; le Gouvernement, Messieurs, ne trahira pas les intérêts de la Wallonie. Il négocie, rien n'est résolu. Les sacrifices nécessaires seront demandés à la nation entière. *Liège devra-t-elle faire sa part? Je ne le pense pas: mais si cela devait arriver, vos mandataires seraient là pour veiller, et obtenir des compensations sérieuses, tel un développement notable des communications par eau* ».

Et le *Journal de Liège* ajoute:

« Pas un mot, dans tout le discours de M. Berryer, des promesses de M. Helleputte, reniées, *ipso facto*, par le gouvernement. Ce dernier cherche à maquignonner en offrant aux Liégeois le canal de Liège à Anvers par la Campine, en compensation du détournement de la ligne internationale vers l'Allemagne.

Tel est le sens évident du discours de M. Berryer: il ne peut être interprété autrement. »

C'est pourquoi le Comité de protestation contre le détournement des grands express ne jugea point satisfaisantes les paroles de M. Helleputte, et vota l'ordre du jour suivant, dont le second et le troisième paragraphes indiquent bien les motifs de méfiance:

« Le Comité, réuni le 10 mai, a pris connaissance des derniers débats du Sénat concernant la question de la nouvelle ligne Bruxelles-Aix-la-Chapelle. Il applaudit aux paroles de M. DE BROQUEVILLE qui sont en progrès notable au point de vue des intérêts liégeois et verviétois, sur celles que le gouvernement actuel a prononcées jusqu'ici.

« Mais, attendu que de précédentes promesses ministérielles, plus précises cependant, celles de 1907 entre autres, furent suivies d'une période de tergiversations regrettables;

« Attendu d'autre part que nos mandataires n'ont reçu aucune promesse ministérielle constituant un engagement que les grands express, anciens et nouveaux, passeront toujours par Liège et Verviers;

« Le Comité décide de poursuivre sa campagne jusqu'au triomphe final;

« La manifestation du 12 mai que près de 500 adhésions de Sociétés font prévoir grandiose, fêtera l'avantage remporté et affirmera la volonté des Wallons de tenir la main à ce que toutes les promesses faites à la veille du 12 mai soient enfin réalisées.

« Tous au poste, sans distinction de parti, à la Manifestation de ce dimanche! »

On comprend donc l'opportunité de cette manifestation.

D'autre part, l'annonce de la nouvelle ligne belgo-allemande ne laisse pas d'inquiéter l'Angleterre.

« Incontestablement, dit la *Westminster Gazette*, ce projet faciliterait une invasion allemande, et nous ne devons pas oublier que l'automne dernier un gros contingent de troupes germaniques était campé très près du point où la nouvelle ligne traversera la Meuse ».

Sans jouer au politicien de cabinet, on peut croire que le Royaume-Uni, garant de notre indépendance, se soucie fort peu de compliquer sa tâche en secourant malgré lui un peuple qui se livre à l'envahisseur.

Au dessus de l'intérêt même vital de nos deux provinces, plane la nécessité

d'une défense nationale: on la compromet, n'est-ce pas, en ouvrant de larges portes à l'ennemi possible.

Les eaux. — On nous annonce qu'à l'inspiration du Gouvernement, une conférence nationale des provinces eut lieu ces jours derniers — le Luxembourg seul ne s'y présentant pas —, pour rechercher les moyens de distribuer dans toute la Belgique de l'eau alimentaire.

M. Berryer fit, paraît-il, de savantes déclarations et déposera bientôt un projet de loi.

Nous savons que l'on draine, à prix de millions, les eaux de nos provinces vers les plaines flamandes, alors que tant de nos villages ne sont pas alimentés — nous savons que les eaux de Modave s'en vont aller très loin rafraîchir le groupe dolent des villes lointaines d'entre l'Yser et l'Escaut — alors que Grivegnée, par exemple, manque d'eau potable...

Mais nous ignorions que l'on voulût continuer.

Cela vaudrait bien de prendre garde.

M. Berryer est Wallon.

Voudra-t-il songer à fermement défendre nos intérêts menacés? pourra-t-il le faire?

Il en est qui prévoient une fois de plus le drainage.

Ceux-là disent: « Prendre de l'eau, on ne le peut que chez nous; en donner, il nous en faut aussi. Enlèvera-t-on nos richesses *naturelles* pour la Flandre avant que toute la Wallonie soit pourvue? »

* * * Une chronique de cet excellent G. I., qui, tout de même, eut tort d'abandonner entièrement le burin pour la plume, — si aimable qu'elle soit en sa main —, nous rappelle une statistique réclamée il y a quatre ou cinq ans par le Ministre des Travaux Publics.

Il fallait établir la comptabilité de l'Ourthe, savoir au juste combien de bateaux passaient entre ses écluses...

Par bonheur, il en passait beaucoup.

Et le projet fut abandonné de déclasser la jolie rivière, de renvoyer à d'autres truites ses éclusiers, et de faire une économie de plus sur le budget wallon, au profit de l'autre.

Clesse chanterait aujourd'hui:

Flamand, wallon, ne sont que des prénoms,

Budget est notre nom de famille.

Détails. — C'est dans le détail, semble-t-il, par multiples et menues faveurs, que les Flamands s'attribuent peu à peu, le plus sûrement, la grosse part des recettes que nous fournissons à l'Etat:

Un apiculteur wallon fait ressortir combien l'élève rationnelle des abeilles est développée en nos contrées. Nous l'avons créée en Belgique. Les meilleurs traités, les meilleurs procédés, nous les avons publiés ou créés...

Mais les Flamands veillent.

« En 1911 déjà, l'appétit flamingant trouvait ses apaisements dans la répartition des conférences apicoles. Néanmoins, les Sociétés wallonnes en détenaient encore 254 contre 131 données aux Sociétés flamandes. Et voici que l'arrêté de cette année n'accorde plus que 175 conférences aux si prospères Sociétés wallonnes, alors qu'il en octroie 207 à celles de la région flamande, ce qui constitue, sur une même année, un recul de 155 conférences au détriment des Wallons, sur un ensemble de 382 pour le pays entier! »

* Le 5 mai, à la séance du Sénat, M. Magnette demande que l'infanterie des forteresses de Liège se recrute exclusivement dans le pays assiégé.

Notre dernière chronique signalait le danger de la situation actuelle: plusieurs de nos forts garnis de recrues flamandes, incapables de recueillir un renseignement sur place chez l'habitant, incapables de reconnaître au premier coup d'œil la situation d'un pli de terrain, d'un bouquet d'arbres.

L'Intolérance. La lutte contre le français. — Un homme qui passe pour un ami de l'Instruction populaire rédige, à la demande de la Députation permanente de Liège, un livre sur l'organisation des bibliothèques populaires. Le Gouvernement approuve cette publication et l'inscrit à son catalogue officiel. Croyant que l'ouvrage peut être utile, l'auteur sollicite la souscription des autres provinces et s'adresse même, ô candeur! aux provinces flamandes.

Le gouverneur de la Flandre Orientale lui a répondu que sa province *n'achetait pas de livres français*.

La réponse est écrite en français, sur du papier où toutes les en-têtes en français sont tracées à la machine à écrire. Apparemment, on n'a pas, là-bas, de feuilles officielles portant imprimées les indications courantes en français. Mais on veut montrer aux fransquillons que si l'on pourchasse notre langue, on la connaît. Ajoutez que ce fransquillon, wallon de race, parlait sa langue à lui, et que l'exclusion s'étend à *tous* les livres français...

Mieux: lisez le document.

2^e Division

N° 6161

Organisation des bibliothèques,
Ouvrages, Souscriptions

LE GOUVERNEUR,

Fait connaître à M., comme suite à sa requête du 11 avril 1912, que *tout en reconnaissant l'utilité de l'ouvrage intitulé....*, la Députation permanente regrette de ne pouvoir accueillir la demande introduite en vue d'obtenir une souscription à cet ouvrage, la Province ne subsidiant pas les bibliothèques populaires et **l'ouvrage étant écrit en langue française**.

Gand, le 30 avril 1912.

(S. Illisible).

Le fait n'est pas isolé. Un confrère, *La Plume* (12 juin), nous fournit cette note:

« La ville de Bruges, écrivant à l'un de nos confrères au sujet d'une souscription, lui a fait connaître qu'elle ne distribue « qu'exceptionnellement » des livres français aux élèves de ses écoles. »

* Les docteurs en droit sortis de notre Université wallonne, ou d'origine wallonne, peuvent subir devant un jury spécial un examen qui leur permette d'entrer dans la magistrature en pays flamand.

Si j'en crois les confidences de jeunes *travailleurs*, les examinateurs sont amènes et faciles pour les candidats d'origine flamande, difficiles et sévères pour les autres... à tel point qu'avec des *capacités*, du *travail*, les candidats échouent, se découragent, laissent libre la place à leurs concurrents.

Le flamingantisme, œuvre de justice!

* *A Anderlecht*. — Au commissariat de police comparait un Wallon, appelé à déposer. En flamand, le commissaire constate que devant lui s'est présenté M. X..., rentier à Liège, lequel a exprimé le désir de s'exprimer en français... et la suite en français.

Dès lors, à quoi bon le préambule flamand? pour qui?

* *Régime wallon*. — Nos lois flamingantes annoncent la création de sections wallonnes, pour les élèves wallons qui suivent les cours des athénées flamands.

Leur organisation seule est une persécution.

Citons l'Athénée de Bruges.

Il y existe un cours spécial de flamand à l'usage des Wallons. Mais il se fait en dehors des heures de classe, — le mardi, de midi à une heure — en sorte qu'il reste, après cinq heures de cours, 50 minutes aux élèves pour rentrer chez eux, dîner et revenir; le jeudi et le samedi, de 4 à 5!

Bien plus! ce régime wallon est un leurre. Il s'arrête devant la quatrième! Dès cette classe, bon gré mal gré, les élèves suivent le régime flamand. La loi n'est plus appliquée, même hypocritement.

Ce n'est point tout. L'article 5 de la loi de 1883 permet aux élèves placés devant ces difficultés, de réclamer une traduction française: requête a été adressée au Ministre; réponse n'est pas venue.

Toutefois, l'autorité académique céda cette fois. Mais les professeurs cèdent de mauvaise grâce, incomplètement, en fin de cours, à l'heure où le concierge prend en main la cloche libératrice.

Le professeur d'histoire aurait dit avec mauvaise humeur: « Si vous voulez connaître les noms des villes en français, vous n'avez qu'à prendre le guide des chemins de fer, vous y trouverez la traduction ».

Et voilà le régime que défendent M. Franck et M. Devèze, M. Van Cauwe-laert et M. C. Huysmans! Ah, les bons apôtres de la liberté!

On me demande si tels faits que nous avons cités sont possibles.

Le jeune W... fut soumis au régime flamand parce que son père est né dans le Grand-Duché de Luxembourg, donc hollandais d'origine, donc flamand... alors que personne ne parle le flamand dans le Grand-Duché. J'ai fait contrôler.

Un autre, fils d'une *parisienne* et d'un père non flamand, est soumis au régime flamand parce qu'il n'est pas né dans la *partie wallonne* du pays (art. 7). Le Ministre a trouvé la chose bonne... Evidemment, l'art. 7 de la loi ne **parle** que des provinces wallonnes. Il ne parle pas ~~de~~ l'Angleterre, ni de la France, ni de l'Allemagne... Et l'on soumettra au régime flamand des jeunes gens qui ignorent le premier mot du néerlandais, mais qui, avec joie, feraient leurs études dans le parler de France.

* Quelques documents encore, extraits du *Compte-rendu Analytique*. C'est officiel... et savoureux.

I. Chambre des Représentants, Séance du 25 avril 1912. Budget des chemins de fer (p. 697):

M. HENDERICKX. — On se demande pourquoi l'administration n'exige pas la connaissance des deux langues de *tous* les fonctionnaires en pays flamand, *même de ceux qui ne sont pas en contact avec le public*; on exige bien d'eux la connaissance de l'algèbre, de la géométrie, du latin, etc., dont ils n'auront jamais besoin et qu'ils s'empressent d'oublier. Pourquoi ne pas exiger plutôt la connaissance de la seconde langue nationale? On ferait ainsi bien des économies et le service n'en marcherait que mieux.

« En général, on devrait exiger la connaissance des deux langues de tous les fonctionnaires, agents et magistrats belges dans tout le pays. Mais ce n'est pas la question en ce moment; nous ne nous occupons que de ce qui se passe en pays flamand.

[N.-B. — Aucun député wallon n'a protesté. Il convient de dire que M. Henderickx s'exprimait en flamand...]

II. Chambre des Représentants. Séance du 24 avril 1912. Budget des Finances (p. 684) :

M. VAN CAUWELAERT se plaint de ce qu'on nomme en pays flamand des agents wallons « sous prétexte qu'ils ne sont pas en rapport avec le public ». Il ajoute : « J'espère que M. le Ministre examinera cette situation et que d'ici peu il améliorera l'état présent des choses. Nous ne demandons pas que les agents en fonction ne connaissant pas le flamand soient privés de leur place... »

M. DESTRIÉE. — Il ne manquerait plus que cela.

M. VAN CAUWELAERT. — ... Mais nous demandons que, pour l'avenir, les intérêts du public soient respectés.

M. DESTRIÉE. — Votre prétention est injustifiable, tout au moins pour les agents — et ils sont nombreux — qui ne se trouvent pas en rapport avec le public ».

III. Chambre des Représentants. Séance du 26 avril 1912 (p. 707) :

M. DE BROQUEVILLE (répondant à M. Henderickx). — On fait remarquer que les Flamands sont dans une situation moins avantageuse dans les concours que les Wallons. J'ai modifié les règles en conséquence et les communiquerai à M. Henderickx....

M. VAN CAUWELAERT. — Que M. le Ministre me permette cependant d'insister sur la nécessité de ne nommer en pays flamand, même dans les administrations centrales, que des fonctionnaires connaissant la langue flamande. Ce matin même, je reçois communication d'une enquête faite la semaine dernière à Gand, au sujet d'un accident de personne. Des trois inspecteurs chargés de l'interrogatoire des ouvriers flamands, deux ne connaissaient pas un mot de flamand ! Ce sont là, évidemment, des situations déplorablement ».

[Il ne s'est trouvé personne pour répondre que ces situations déplorablement se produisent quotidiennement en Wallonie au détriment des ouvriers wallons].

Réponse du Ministre :

M. DE BROQUEVILLE, ministre des chemins de fer, postes et télégraphes. — *L'idéal serait que tous les Belges connaissent (1) les deux langues, et je m'attache aux chemins de fer, à y arriver pour mes agents en instaurant des cours de flamand ».*

[Mais le Ministre, s'il crée des cours de flamand en Wallonie, se garde bien d'ouvrir des cours de français en Flandre pour le personnel inférieur !]

M. PEPIN. — Il n'est pas nécessaire de connaître le flamand en Wallonie.

M. DE BUC. — Nécessaire, non, peut-être; mais utile certainement.

M. PEPIN. — Les Flamands qui viennent s'établir chez nous apprennent le français en trois mois ».

La petite histoire. — Celle qui dépeint la vie telle qu'elle est.

Nous découpons ces lignes dans les *Chevaux Clotiers* (Tournai, 8 juin 1912).

(1) *Connussent* serait plus correct, M. le Ministre : je me permets l'observation parce que vous nous parlez de votre idéal — *connaître* le flamand...., le français....

Lors d'un meeting électoral qui eut lieu à Bruxelles, il y a quelques semaines, des fous furieux flamingants voulurent empêcher des orateurs de parler parce que ceux-ci ne s'exprimaient pas en flamand. Ils entonnèrent « le Lion de Flandre », hurlèrent comme des forcenés et le bureau dut accorder la parole à l'un de ceux-ci. Il regretta que les orateurs ne s'adressaient pas en Moedertaal au peuple Bruxellois, il réclama la flamandisation de l'Université de Gand et des écoles communales flamandes à Bruxelles !

Les journaux nous rapportent que le député Persoons en fut honteux. Il y avait de quoi ! !

Cela nous rappelle encore un incident particulièrement significatif qui eut lieu à Gand il y a un mois environ.

L'on célébrait l'anniversaire de M^{lle} Rosalie (ou Virginie, elles sont deux sœurs) Looveling, l'un des meilleurs littérateurs de Flandre. Une bande d'apaches flamingants de l'Université de Gand poussèrent des huées lorsqu'on entonna la Brabançonne et répondirent par le « Lion de Flandre ». M^{lle} Looveling dut être flattée de pareil scandale : que dirait-on de Wallons sifflant le chant national et répondant par « la Marseillaise » ?

Quoiqu'il en soit, les Flamingants viennent encore de recevoir une rude leçon. A plusieurs reprises nous avons parlé des progrès réalisés par la langue française en Hollande; nous nous rappelons avoir dit un jour que les ouvrages scientifiques y étaient rédigés en français et nous en avons donné une liste nombreuse.

Voici encore des faits à épingle :

Une nouvelle voie de communication a été créée entre la Belgique et la Hollande (un service régulier entre Moerdijk et Willemsdorp). Le Touring-Club de Belgique avait été invité à l'inauguration.

M^r Colard, Vice-Président du T. C. B. s'est excusé de ne pouvoir répondre en Néerlandais parce que « *Ayant commencé l'étude du Néerlandais officiel belge, il n'a été compris ni à Gand, ni à Bruges, nulle part, ni même aux Pays-Bas. Il a donc dû renoncer à apprendre à fond cette langue étrangère dans tous les pays* ». Voyez Bulletin du T. C. B., 15 mai 1912.

Et voici qui est plus récent encore :

La Reine Wilhelmine, lors de son voyage à Paris, répondant aux paroles chaleureuses du Président de la République, a dit :

« *Je suis fière du sang français qui coule dans mes veines, et que le nom de ma race se rattache à la France* ».

* * La première semaine de mai, M. Buisset, député de Charleroi, devait parler à Anderlecht avec l'un ou l'autre de ses amis politiques.

Que cette réunion électorale n'ait pu avoir lieu, cela ne concerne point Wallonia. Mais ce qui nous touche, c'est... la manière.

A peine M. Buisset apparut-il à la tribune que des vociférations retentirent : des auditeurs exigeaient qu'il parlât flamand : Vous êtes ici en terre flamande ! parlez flamand !

Il dut renoncer à la parole — dans ce faubourg où vivent des milliers de Wallons, devant cette salle où *tout le monde* le comprenait, dans son pays, enfin, où on lui refusait le droit de parler sa langue !

La voilà, la séparation de fait, plus grave que l'administrative !

* * Le roi de Monténégro a rendu visite à l'empereur d'Autriche. Ils ont dîné, le 4 mai, à Schönbrunn. Et au dessert, le vieil empereur et le roi chenu se sont portés des toasts. En quelle langue ? La Tsernagora parle le serbo-croate, qui est aussi parlé en Autriche, et sauf erreur, les deux souverains connaissent l'allemand, langue maternelle de François-Joseph.

C'est en français qu'ils ont prononcé les paroles officielles.

M. le bourgmestre d'Anvers, lui, parle flamand, dans les grandes circonstances.

Politique de villageois mal appris !

La garde de Groeningue. — Le *Journal de Liège* a protesté: il admet à Liège une maison flamande, mais il n'aime pas qu'elle soit une provocation à nos sympathies, que le prospectus du cabaretier soit injurieux, et que l'on y concentre, chez nous et contre nous, une garde de Groeningue en souvenir de la victoire des Eperons d'or, remportée par les communiens flamands sur la noblesse française.

Précisons. Il y a actuellement sept maisons flamandes à Liège, sept et non pas une, groupées sous le drapeau de la garde batailleuse. Traduisons cette en-tête de lettre: Garde de Groeningue, Liège. Siège social, rue de Bruxelles, 9. Siège des sections: rue de l'Église, 42, St-Nicolas lez-Liège; rue Ste-Marguerite, 37, Liège; rue de la Passerelle, 40, Tilleur; rue des Mineurs, 16, Liège; rue de la Fontaine, 28, St-Nicolas lez-Liège; rue Ste-Catherine, 4, Liège; rue de la Montegnée (?), 2, St-Nicolas lez-Liège; rue Vivegnis, 112, Liège; Pavé de Gosson, 86, Montegnée; rue St-Jean-Baptiste, 8, Liège; rue St-Séverin, 54, Liège; rue Blanche Panchard, 2, Glain. Et voici l'enveloppe: Groeningewacht — Luik — un poème flamand, un lion, deux aphorismes et un vœu: Sans langue, pas de liberté! La langue est le peuple! Nous réclamons la «flamandisation» de la Haute-Ecole de Gand (1).

Ces malheureux, en reproduisant le blason de Liège, ont changé les lettres traditionnelles: L. G. A leur place, ils écrivent: L. K., oubliant, ignorant que des lettres, dans une armoirie, sont un dessin et qu'il faut les respecter.

Ils annoncent leurs travaux par une circulaire que nous traduisons:

VILLE DE LIÈGE

Flamands!

Nous sommes ici au nombre de 70.000 à Liège.

Nous formons le quart de la population!

On nous attire en Wallonie, parce que l'on sait que nous sommes les meilleurs ouvriers; mais reconnaît-on aussi nos droits?

Non! Tout se fait ici en français, on ne comprend pas notre langue dans les services publics, nos enfants doivent fréquenter l'école française!

Pourtant pour quelques centaines de Wallons, tout se fait dans les deux langues dans la ville flamande d'Anvers.

Les 70.000 Flamands du pays de Liège exigent les mêmes droits!

Flamands, éveillons-nous! On a ri de nous assez longtemps et cela parce que nous ne luttons pas avec unité de vues!

Eh bien! Amis, sur la place St-Lambert il y a une maison flamande ouverte.

Affluez ici par milliers, réunissez-vous-y, parlez-y de vos intérêts flamands et vous formerez une force et vous obtiendrez justice!

Debout Flamands! Entraïdons-nous et tous à la Maison flamande, notre Maison.

Ils veulent que l'anniversaire de Groeningue devienne une fête nationale.

Fut-ce une victoire belge? j'entends une victoire dont notre âme collective, supposée existante, se doit collectivement réjouir?

Plusieurs de nos amis écrivent, l'un à Jules Destrée, l'autre au «*Journal de Charleroi*», que la chevalerie hennuyère combattit dans les rangs

(1) Je dis Haute Ecole et non Université, car nul n'ignore qu'Université se dit Universiteit, et Haute Ecole ou Ecole Supérieure Hooge School.

français et vint avec les braves du roi de France s'enliser dans les marécages et se faire massacrer sans défense.

Il paraît excessif de consacrer la mort de nos compatriotes par une fête nationale!

* * De *La Chronique*, cet entrefilet intitulé: «N'exagérons rien!»

L'un d'eux, un Wallon, écrit à M. Jules Destrée, député, une longue lettre à l'appui de sa thèse. Nous en détachons ces lignes:

«Dire que l'on veut transformer en une fête nationale l'anniversaire de la bataille des Eperons d'Or, alors que dans notre Hainaut, on devrait plutôt sonner le glas funèbre; la fleur de notre chevalerie, combattant dans les rangs français y a été traitreusement massacrée par les rustres flamands aux champs de Groeningue; et l'on glorifie dans nos écoles primaires ce fait d'armes, alors que l'on passe sous silence, ou peu s'en faut, le dévouement des six cents Franchimontois et l'héroïque défense de Tournai par la princesse de Lalaing!»

Ça c'est excessif. N'aurions-nous retenu de l'Histoire que deux faits, ce serait l'aventure de Léonidas aux Thermopyles et celle des six cents Franchimontois. On nous les a souvent enseignés!

Soit! on nous a parlé à l'école des six cents Franchimontois: en six lignes, et sur la bataille des Eperons d'or, on nous a lu vingt pages...

Wereldtentoonstelling. — Il était un pays dans toutes les provinces duquel on parlait une langue connue dans le monde entier; quelques-unes de ses provinces parlaient un autre langage très peu répandu.

Une société anonyme vint à organiser au cœur d'une de ces provinces une exposition universelle.

Et des admirateurs du parler local demandèrent que les employés attachés à cette entreprise internationale parlassent de préférence l'idiome inconnu, que tous les discours fussent en cette langue, et les circulaires, affiches et avis... Bons princes, ils admettaient, en place resserrée, sur les documents, une traduction dans la langue universelle.

Personne ne songea à demander, pour ces furieux, les Petites Maisons, — peut-être parce qu'elles seraient trop petites...

Oui, Monsieur, nous parlons de Gand, de la Belgique, et des Flamants.

Ils n'en sont pas à une politesse près envers les étrangers et les hôtes.

L'Université de Gand. — «Ils n'avaient aux lèvres que des paroles de douceur.» — Ceci ne fut point écrit pour les protagonistes de l'Université flamande: ne dédaigneraient-ils pas telle louange?

Leur comité a fait imprimer des cartes postales, dont la légende peut se traduire en ces mots:

«Que disent ceux qui combattent l'université flamande?»

» Aux savants flamands! Pensez et écrivez dans une langue étrangère; nous ne voulons pas que votre nom soit célèbre dans votre pays!

» Aux paysans flamands! Continuez à fouiller la terre et à peiner comme d'habitude; entretenez, de votre argent, une école agricole, mais n'en profitez pas!

» Aux ouvriers flamands! Esclaves vous êtes et esclaves vous resterez; aux Wallons et aux étrangers le meilleur ouvrage et les hauts salaires; à vous l'ouvrage malpropre et les bas salaires!

» Aux soldats flamands! Demeurez les martyrs de l'armée; que l'on vous punisse parce que vous ne comprenez pas la langue de vos chefs!

« *Au peuple flamand ! Payez des fonctionnaires qui ne vous comprennent pas ; envoyez aux Chambres des hommes qui combattent vos aspirations et vos intérêts les plus chers !* »

« Les Wallons qui nous combattent ne sont qu'injustes, mais les Flamands qui sont nos adversaires sont des traîtres à leur race, dénués de cœur. »

°° On sait que l'examen de docteur en droit comprend le droit pénal et la procédure pénale. Ces cours se font en français, comme tous les autres. Mais l'article 49 de la loi du 3 avril 1890 exige des magistrats en fonctions dans la partie flamande du pays qu'ils aient subi sur ces matières une seconde épreuve en langue flamande. Cette dernière n'a d'autre objet que de constater les aptitudes linguistiques du candidat.

Or, nos amis flamingants annoncent le dépôt d'un projet de loi qui modifierait cet état de choses.

La loi permettrait à tous les candidats de remplacer l'examen en français par l'épreuve en flamand, en sorte que le candidat n'aurait à subir qu'un examen au lieu de deux.

Il sera donc loisible au docteur en droit appelé à manier nos codes français d'ignorer la langue de ces deux codes.

Aucun ne pouvant se confiner dans l'étude de la terminologie flamande, on lui permettrait cependant d'ignorer l'autre, bien qu'il ne puisse s'en passer.

Et d'un.

On songe ensuite que l'étudiant, pour en finir plus vite, — les derniers examens sont très durs — s'arrangera pour simplifier sa tâche, et que, s'il peut supprimer un cours des matières imposées, il le fera. Prime à la paresse — prime effective.

Et de deux.

Enfin, dans un an, la limite d'âge atteint le titulaire actuel des cours professés en français sur le droit pénal et la procédure. Il va de soi que le brave homme, aujourd'hui chargé des mêmes cours en flamand, sera prié de reprendre la succession.

Résultat: un cours mal fait en français; un professeur conseillant à ses élèves de s'appliquer surtout au cours flamand; favorisant peut-être ceux qui, profitant du libre choix, éliront le dernier pour seul cours.

Prime donnée aux germes d'indolence, de respect humain, qui sont en tant d'étudiants.

Et de trois.

Résumé: suppression d'un cours français.

On dira alors:

Vous voyez bien que la flamandisation s'impose! les élèves préfèrent eux-mêmes les cours flamands!

Traduction. — Notre célèbre indicateur bilingue, dit le *Soir*, continue à faire des siennes. La nouvelle édition du 1^{er} mai nous apprend, en effet, que l'horaire des trains n'est pas le même pour tous les Belges.

Ouvrez l'ineffable « *Treinboek* » (ou mieux, ne l'ouvrez pas et achetez plutôt l'indicateur français) et vous trouverez tout au début une page entière annonçant un nouveau train rapide Ostende-Cologne. La moitié supérieure de la page porte le texte français, la moitié inférieure, le texte flamand, et voici ce qu'on lit:

Pour les « Français », ce train part d'Ostende vers Cologne à 3 h. 35; pour les « Flamands », il part à 3 h. 25.

Pour les « Français », il part de Cologne pour Ostende à 10 h. 5; pour les « Flamands », il part à 10 h. 15.

Les Flamands partent d'Ostende avec 10 minutes d'avance. Par compensation, ils partent de Cologne avec dix minutes de retard.

C'est la justice même.

°° Comment traduire en flamand *billet de correspondance*? Il s'agit de billets que délivrent les tramways et les vicinaux.

Le *Pourquoi Pas?* connaît cinq traductions employées à Bruxelles et en province .

Aux Vicinaux: « coupons de correspondance » se traduit par *overeenkomstkaarten*;

Aux Tramways Bruxellois: par *aansluitingsbiljetten*;

Aux Economiques, par *overstappingsbiljetten*.

Et il y a d'autres traductions en province, telles: *afwisselingskaarten*, *overzettingenskaarten* et encore... *overgangsafsnijdsels*.

Et l'on prétend que cette langue n'est point artificielle!

Qu'ils parlent donc le hollandais et nous délivrent des jargons!

Un éloge du français. — M. Angenot rappelle, dans *Le Jour*, de Verviers, (9 mai), le préambule d'un dictionnaire flameng-français publié en 1589, par Mellema, linguiste italien, et dédié au magistrat communal de Harlem:

« ... Il y a esté tousiours trois langues souveraines, la Juive ou Hebréue, puis la Grecque et la Romaine ou Latine, dont nous ne dirons rien à présent, fors que d'icelles sont derivez toutes les autres, et mesmement la tresnoble et tresparfaicte langue François, laquelle di-je apres les trois susdictes (maugré que m'en sçaura l'Italienne) regne et s'use pour la plus commune, la plus facile, voire la plus accomplie de toutes autres au monde chrestien: laquelle a grande affinité avec la Grecque, mais surtout avec la Latine. Que si nous en voulons juger sans passion, il nous faudra confesser que tous les Flamengs avec leur seize provinces nommées les Pays bas, s'en servent quasi comme les Valons et François mesmes, es marchez, es foires, es courts, les paysans en assez grand nombre, les citoyens et les marchans pour la plus part, les Gentils-hommes: brief, les Parlements et Secrétairies, le clergé avec les Estudiens. Quelqu'un en Canarie, aucuns en Peru, et en Afrique comme à Tripoli, Alger et à Faiz l'usurpent par ouy dire. Puis grande partie d'Alemagne, du pays du Levant, de Moscovie, de Pologne, d'Angleterre et d'Ecosse usent de la dite langue. Le mesme se fait en Italie, en maints endroits, mesmement en Insubria, Piedmont et Lombardia, sans que je di de la Turquie et d'Egypte, comme à Cassa, à Pera, à Tripoli Asia-tique, à Aleppo et à Alcaire ou Alexandrie ».

Le traducteur wallon. — La Cour d'Assises a condamné pour meurtre à 12 ans de travaux forcés, le nommé Emile Balthazar, mineur à Seraing.

L'accusé s'est exprimé en wallon à l'audience. Aucun interprète n'a traduit ses explications.

Il est parfaitement possible — et même probable — que parmi les membres du jury et de la Cour, il s'en trouvait qui ne comprenaient pas le wallon ou — *ce qui est plus dangereux!* — qui le comprenaient mal.

Telle est la monstruosité autorisée par la loi belge, pleine de ten-

dresse pour ceux qui se servent des patois flamands, pleine de dédain pour ceux qui ne savent que les patois wallons.

Notez que l'accusé possédait quelque instruction. Les débats ont révélé qu'il s'adonnait à la lecture.

A rapprocher de ce fait : lors d'une précédente session, on jugea et condamna un valet de ferme, Don Juan campagnard, accusé d'un crime passionnel. Parmi les témoins à décharge, une fermière, ancienne patronne de l'accusé, répéta à diverses reprises : « *il esteût djinti!* » Magistrats et jurés riaient d'un air entendu et les journalistes traduisirent bravement : « Il était gentil! »

Pas un probablement ne savait que « *djinti* » signifie « laborieux ».

Et voilà comment, en Wallonie, se forme la « conviction » du jury.

Dans la gendarmerie. — *La Meuse* du 6 mai 1912, reproduit cette question posée au Gouvernement à propos du budget de la Gendarmerie :

Des gendarmes flamands ne comprenant que peu ou point le français se trouvent en Wallonie. Pourquoi les y a-t-on envoyés ? Pourquoi les y a-t-on laissés ?

Réponse. — Tous les gendarmes d'origine flamande envoyés en Wallonie comprennent et parlent le français. Ceux d'entre eux qui prétendaient éprouver des difficultés à saisir l'idiome wallon ont rejoint des brigades de la région flamande.

Ces désignations avaient été faites il y a un an environ à l'effet de suppléer à l'insuffisance momentanée des gendarmes wallons.

Les gendarmes d'origine flamande qui servent actuellement en Wallonie font partie de brigades situées dans des contrées industrielles où travaillent de nombreux ouvriers de la région flamande. Ils y sont absolument indispensables pour rendre possibles les enquêtes sur les affaires auxquelles sont mêlés des ouvriers flamands. Ils n'éprouvent d'ailleurs aucune difficulté à s'acquitter de leurs devoirs.

Par réciprocité, il est nécessaire de placer dans les brigades flamandes limitrophes de la frontière française, des gendarmes possédant nos deux principales langues nationales. »

On devrait ériger en règle que, seuls, les gendarmes connaissant le wallon de l'arrondissement soient chargés des enquêtes à faire dans cet arrondissement.

Sophismes courants. — I. « *Nos deux langues nationales.* » Quand donc mettra-t-on fin à cette formule inexacte qui reparait constamment dans les textes et discours officiels ?

Il n'existe, en Belgique, rien de national que ce qui se rapporte à tous les Belges, sans distinction de races ou de régions.

Dans ce sens, on peut dire que le français est, en Belgique, langue nationale, puisqu'il est adopté par un grand nombre de Belges allemands, flamands ou wallons.

Mais le flamand ? Pas un Wallon, pas un Allemand ne l'a adopté. Ce n'est donc qu'une langue régionale ; et il est aussi absurde de vouloir la faire passer pour langue nationale en Belgique qu'il serait absurde de vouloir faire passer le breton ou le provençal pour langues nationales de France au même titre que le français.

La formule est donc fautive et trompeuse, comme la plupart des formules flamingantes, d'ailleurs. Il faut la rejeter... malgré les protestations intéressées qui pourront se faire entendre.

II. « *C'est la Flandre qui sauvera la Belgique!* » Sans doute, connaissez-vous la formule. Elle exprime, sous une forme classique, la pensée des libéraux flamands. Dieu nous garde d'introduire ici la politique ! On sait bien que nous ne manifestons le désir d'aucun succès personnel en ce domaine et que nous tenons à conserver l'indépendance nécessaire au sain jugement des choses. Ainsi convient-il d'analyser un sophisme de plus, surtout politique.

Voici peu de jours, M. Paul Frédéricq, universitaire de valeur, libéral de marque, farouche flamingant, écrivait à un journal ami (*la Flandre Libérale*), que le triomphe libéral viendrait de la Flandre. L'affirmation se démontre en deux mots : un jour viendra où le libéralisme triomphera sur la terre d'Artevelde. Ce jour-là, notre Belgique sera sauvée par Poperinghe et Dixmude. Et M. P. Frédéricq de plastronner.

Faites-moi le plaisir d'admettre, pour suivre le raisonnement, qu'en vérité le libéralisme seul sauvera notre pays. Sommes-nous d'accord, au moins par hypothèse ?

Il se trouve donc que les provinces wallonnes procurent aux libéraux le plus clair de leurs succès ; les provinces flamandes ne leur infligent que des revers.

N'était que la Wallonie en Belgique, le règne clérical serait fini. Il doit sa durée aux concitoyens de M. Franck.

Grâce à eux, le libéralisme connut la défaite persistante.

Un jour viendra où ils cesseront d'être cléricaux : c'est en cela qu'ils sauveront notre pauvre Belgique. Elle était donc perdue ? Sans doute. Et par qui ? Mais, je suppose, par les cléricaux. Et qui sont-ils ? Les Flamands ! Ils nous sauveront le jour où ils cesseront de nous perdre...

Mais ceux qui ne nous ont jamais perdus, ceux-là ne comptent pas : c'est eux que l'on sauve, c'est eux qui doivent de la reconnaissance ! Quant à leur en accorder, de la reconnaissance ou de l'honneur, pour avoir été précurseurs, s'être battus au premier rang, avoir toujours été victorieux, non ! Il faut qu'au premier plan, le jour du succès, soient les Flamands...

« Nous finirons par ne plus mal voter : ce jour-là, c'est nous qui aurons tout fait, ayant sauvé la Belgique ».

N'est-ce pas que ce sophisme révèle toute une âme ?

Nos amis. — L'heure n'est pas lointaine où M. Fierens-Gevaert refusait l'existence à l'art wallon ; un dieu l'a converti, et l'a inscrit en bonne place chez les Amis de l'Art wallon. C'est un progrès dans sa pensée vers l'équité. Je crois bien que l'exposition Delcour ne fut pas étrangère à cette évolution. Surtout, l'abondant critique est orateur ; et nul n'obtient le succès de la parole s'il ne subit l'influence de son public. Ainsi, M. Fierens-Gevaert discourant, par profession, en Wallonie, a-t-il — d'inspiration — reconnu qu'il fut au monde, sous le large ciel, des artistes wallons ? Si parfois il l'oublie, n'y songeons pas. Mieux vaut sourire et attendre. Nous parlant, il dit : art belge, non pas wallon ; parlant à Bruxelles ou Anvers, il dit : le flamand Lambert Lombard... Quel dommage qu'Anvers ne soit pas situé au cœur de Wallonie ! Le conférencier n'userait que d'un langage. Mais on prétend qu'un des souverains les plus intelligents du siècle s'oublie en des intempérances de parole. Comment ne point les pardonner à un professeur qui volontiers parle et péroré ? Attendez. Il comprend

assez de choses pour reconnaître un jour l'existence réelle, en forme et en substance, d'un art wallon.

Cartes postales. — La Ligue wallonne de Liège publie des cartes postales « passées au caviar ».

Des traits noirs n'y laissent subsister que les inscriptions françaises. Elles suivent le modèle des cartes officielles, mais l'emplacement des traductions flamandes est occupé par des bandes de deuil.

La dernière carte de *Wallonia* est relative à la question des grands express. Un premier croquis montre la Wallonie de Charleroi à Verviers et de Waremmes à Spa, reliée aux grandes capitales Paris, Londres, Berlin par les lignes actuelles. Le second croquis montre cette partie du pays reléguée en dehors de ces grandes voies internationales. et l'on conclut: « Wallons, veillez à empêcher ce mauvais coup! » C'est imprimé en noir, cadre et dessins en rouge.

Séparation administrative. — *Wallonia* n'abordera jamais les problèmes de la politique, à moins qu'il ne faille en parler pour l'histoire de ses idées.

Mais l'on aura beau se faire rouge, noir ou bleu, on ne peut ignorer des faits tels que les manifestations récentes en faveur de la Wallonie autonome.

Que l'insuccès des anticléricaux aux dernières élections législatives en ait augmenté l'importance, personne ne voudrait le nier. Chacun constate que divisée en deux par la langue, par la race, par les mœurs, par les faveurs administratives, la Belgique se divise de même par les aspirations politiques.

On nierait l'évidence en soutenant que la vogue actuelle dont jouissent les projets de séparation administrative provient de la dernière campagne électorale.

Celle-ci n'en est que l'occasion.

Il a fallu des causes de mécontentement plus graves, plus profondes, plus durables — une longue série de défaveurs — pour exaspérer l'opinion publique.

Notons, pour la vérité de l'histoire, et sans induire nos amis au péché politique, vingt articles de journaux favorables à la séparation administrative: MM. JULES DESTREE, BUISSET, et, ce qui nous étonne un peu, de M. GEORGES LORAND lui-même, enfin converti, pour avoir une fois de plus songé à la Suisse (sommés-nous assez heureux qu'il y ait au monde une Suisse!) et d'autres encore.

Sur l'initiative de M. Buisset, les Conseils provinciaux de Liège et du Hainaut ont voté un ordre du jour favorable à la séparation.

Nous donnons le texte soumis aux délibérations, ajoutant que les amendements n'en modifient pas le sens.

Considérant qu'il y a lieu d'affirmer la volonté des populations wallonnes d'être gouvernées désormais conformément aux tendances les plus généralement admises dans cette région du pays, au point de vue philosophique et social, comme au point de vue des intérêts matériels;

Considérant que ces tendances sont actuellement enrayées par la suprématie inéquitable due à la puissance électorale des populations rurales d'Anvers, du Brabant (Nord), des Flandres et du Limbourg;

Considérant qu'un régime de large autonomie, reconnu aux provinces belges wallonnes peut seul rétablir l'équilibre indispensable à la nation,

menacé par l'état d'assujettissement complet devant lequel se trouvent ces régions sacrifiées;

Considérant qu'il importe également d'assurer une meilleure et plus équitable répartition des deniers nationaux en matière de travaux publics, transports, hygiène, etc.;

Considérant qu'il faut reconnaître loyalement et consacrer efficacement l'autonomie communale, permettant à toutes les cités et aux grandes agglomérations du royaume, d'assurer leur propre développement conformément à leurs intérêts et à leurs aspirations;

Pénétrés de l'ardente conviction que le vrai moyen de réaliser l'UNITÉ NATIONALE dans l'entente et la paix, c'est d'éviter l'absorption d'une des races par l'autre, et proclamer leur droit incompressible à la liberté par l'autonomie;

Protestant de leur attachement aux institutions du pays, ... émettent le vœu de voir fixer au ... la séance d'ouverture de la session ordinaire du conseil, et proposent de porter à l'ordre du jour la question de l'élargissement des prérogatives des conseils provinciaux dans tous les domaines de leur activité morale et matérielle ».

SAGAX, dans la *Métropole* du 30 mai, consacre un article de tête à la question « Flamands et Wallons ».

Admirateur de l'œuvre de Pirenne, il reconnaît cependant les différences qui séparent nos races.

Surtout, il déteste la politique centralisatrice. Elle commet le méfait d'unifier contre leur gré des hommes dissemblables, de leur imposer, par l'arbitraire, des directions.

Et concluant, Sagax réclame une autonomie plus grande des provinces.

M. Jennissen revient lui aussi sur la question et publie une étude sur la séparation, et un débat s'annonce au Congrès qui doit se tenir à Liège le 7 juillet.

Pangermanisme. — Qu'il y ait, en Allemagne, des chauvins, ne nous en étonnons pas plus qu'il ne le faut. Il en est en France, et ailleurs, et partout. Nous n'en rendrons pas leur pays responsable.

Mais s'ils menacent notre patrie, nous avons le devoir de protester.

Or, nos correspondants nous apportent au moins deux faits que nous ne pouvons taire, et qui justifient nos appréhensions.

S'ils inspirent des craintes en révélant un état d'esprit agressif, de conquête, ils ne sont pas sans éveiller la pensée que Pol de Mont, d'autres flamingants avec lui, acclamèrent le pangermanisme, et que le pangermanisme nous réclame comme ses fils, — même nous, Wallons!

Un ami a l'obligeance de m'écrire sur le Congrès pangermaniste de Hanovre une note que je me borne à reproduire.

« Notre excellent confrère *Les Marches de l'Est* est très attentif aux manifestations du pangermanisme. Dans son dernier n°, nous lisons la relation du Congrès pangermaniste de Hanovre. On y voit que le conseiller de gouvernement Kurd von Strantz, faisant l'exposé le plus complet du mouvement pangermaniste, a proclamé la nécessité d'annexer la Belgique, pour débarrasser l'Allemagne d'un ennemi à son flanc. « Si la Belgique persiste dans sa germanophobie, a-t-il proclamé dans son rapport, si elle persiste, son sort, lors de la prochaine guerre européenne, pourrait bien être scellé ». La Belgique germanophobe? Qu'en pensent nos flamingants, et en particulier cet admirateur sincère et véhément de la Mère germanique, M. Pol de Mont? — Plus loin, on relate d'après la presse allemande, la nécessité prochaine d'annexer notre Congo. On y arriverait grâce à cette

théorie des « compensations » que l'on a vu si agréablement triompher naguère. — Comment se fait-il que la presse belge ignore avec une si parfaite unanimité les prétentions ... que dis-je ? les desseins officiels du pangermanisme ? Pourquoi les correspondants allemands des journaux belges sont-ils donc si discrets ? »

D'autre part, un correspondant nous remet des notes sur une brochure qui vient de paraître en Allemagne, sous le titre « Vous voulez l'Alsace et la Lorraine ? Nous prendrons la Lorraine et plus encore ».

L'auteur, KURD VON STRANTZ, l'a publiée il y a longtemps déjà et la réimprime à la faveur de circonstances qui lui paraissent favorables. Dans un cercle étendu, elle obtient un réel succès. (*Ihr wollt Elsass u Lothringen?*... KURD VON STRANTZ, Berlin, *Politik*, Wilhelmstr., 121, 1912.)

Toute une littérature de ce genre est née, prospère, ameute les ambitions, accumule les menaces.

Pour longue que soit la citation, nous tenons comme utile de livrer entière la note de notre correspondant.

Thèse : la Belgique, le nord de la France, l'Alsace et la Lorraine, la Suisse, sont historiquement des provinces allemandes. On en trouve la preuve dans les nombreux noms de lieux que l'influence française a couverts de son vernis, mais dont l'origine allemande transparait malgré tout. Exemples : (p. 25) Artois et Arras sont des noms de lieux allemands ; Boulogne vient de Boonen ; Coulogne de Keulen, comp. Köln ; — (p. 27) Enghien de Edinhem ; Marchienne de Marken ; Hautmont de Hochberg, et ainsi (p. 40 sq.) pour toute une série de noms.

Seule la faiblesse de l'Allemagne a laissé la France accaparer certaines parties de son territoire, ensuite, y a laissé pénétrer l'influence française. Malgré tout, la vie nationale allemande y est restée vivace et réapparaîtrait rapidement sous un changement de domination ; « le sang est plus épais que l'eau. »

Cependant, l'influence française fait partout des progrès et « menace de détruire complètement la vie allemande, à l'occident, en dehors des poteaux frontière noirs blancs-rouges » (p. 57).

Or notre but, dit l'auteur, doit être de recréer la véritable Allemagne. Alors, la France ne sera plus pour nous qu'un adversaire trop faible pour être redouté et qui nous sera le bienvenu comme ami. Pour atteindre ce but il nous faut soutenir la vie allemande en dehors de l'Allemagne, à l'exemple de la France.

P. 59. « Les Français doivent nous servir de modèle, si nous voulons savoir comment, même en temps de paix, en un territoire qui nous est devenu étranger, nous devons réveiller et fortifier notre nationalité. Le mouvement flamand en une lutte pénible, repousse peu à peu les fransquillons, et doit réussir, au-delà des frontières, dans les Pays-Bas français. Dans la Suisse aussi la conscience du peuple allemand se meut, même si elle ne le fait encore qu'avec honte et faiblesse. Nous devons ouvertement et officiellement soutenir ces efforts »

L'auteur conçoit une fédération allemande où chaque pays conserverait son originalité, mais où les diverses parties de la race allemande se grouperaient autour de l'empire actuel.

L'auteur déplore que le mouvement flamand n'exige que l'égalité des deux langues en Belgique et ne songe pas (p. 62) « à la domination exclusive de notre nationalité commune dans les Pays-Bas. »

L'auteur attaque l'impudence « avec laquelle le congrès de Mons parla « de l'unité nationale de la France et de la Belgique » et s'indigne de ce que « le chef du cabinet belge (un français de naissance et belge simplement naturalisé) alla chercher avis à Paris, durant la crise politique de l'été dernier. »

(P. 63). « Lorsqu'on fêta la bataille des Eperons d'or, on ne songea guère à la grande communauté allemande, comme si une Flandre bas allemande pouvait être restaurée sans l'aide de l'Allemagne, alors que la force du wallonisme belge ne repose que sur l'appui de la France et de sa langue mondiale. Le malheureux esprit séparatiste allemand fleurit aussi sur le sol des Pays-Bas du Sud. La Hollande se défend contre une union postale avec l'Allemagne qui ne lui donne que des avantages. Mais plutôt, dans l'isolement, devenir la proie de l'Angleterre et de la France, que se jeter sur la poitrine maternelle allemande, telle semble être maintenant encore la devise des néerlandais aveuglés de l'Escaut et du Rhin, et partout la continuation de leur existence indépendante est l'œuvre du glaive allemand, qui ne souffre pas la violation de nos pays filiaux. Qui empêcherait autrement la France de s'annexer la Belgique et l'Angleterre, de s'annexer les colonies hollandaises ? »

J'en passe — et non des moindres — mais le reste concerne la Suisse, la France plus que nous.

Il nous appartient à nous, petite nation indépendante, de veiller à notre défense. Aucun Allemand raisonnable ne le trouvera mauvais.

Suivons donc attentivement cette littérature d'annexion et de menace, et sachons défendre nos droits.

F. MALLIEUX.

30 juin 1912.

Congrès wallon du 7 juillet

Texte des ordres du jour.

I. — Sur le rapport et la proposition de M. Edmond Schoonbroodt, avocat à la Cour d'Appel de Liège, le Congrès émet le vœu suivant :

Voir reviser la loi de 1889 sur l'emploi de la langue flamande en matière répressive.

II. — Sur le rapport et la proposition de M. Simon Sasserath, avocat, professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles, le Congrès prend la délibération suivante :

Considérant que, d'après la loi Vander Linden du 22 février 1908, l'accusé, renvoyé devant la Cour d'Assises du Brabant, doit être jugé par le jury français ou le jury flamand suivant la réponse qu'il fait à la question suivante qui doit lui être posée par le Président : « Comprenez-vous la langue française ou flamande et dans quelle langue vous exprimez-vous le plus facilement ? »

Considérant que la question ainsi posée ne permet pas à l'accusé de se rendre compte de sa portée et que sa liberté est vinculée, puisqu'il ne peut plus changer sa déclaration, lorsqu'il est mieux renseigné sur la portée de celle-ci :

Attendu que cette situation porte grandement atteinte aux droits de la défense en empêchant l'accusé, en fait, dans certains cas, de se faire défendre par un défenseur de son choix ;

Considérant, d'autre part, qu'il est inadmissible qu'en cas de parité d'accusés wallons et flamands, c'est le flamand qui sera imposé; que ce système consacre injustement la suprématie des idiomes flamands sur la langue française, langue de circulation universelle;

Considérant qu'il est exagéré d'exiger de tous les magistrats, juges et substituts du Tribunal de première instance de Bruxelles, la connaissance du flamand, alors que six chambres jugent des affaires civiles qui toutes se plaident en français, et que les trois chambres correctionnelles jugent également quantité d'affaires en français; que dès lors le droit des Flamands d'être jugés par des magistrats qui les comprennent, serait équitablement sauvegardé par la création d'une chambre correctionnelle flamande au Tribunal de première instance de Bruxelles, qu'il en est d'ailleurs ainsi à la Cour d'appel de Bruxelles, où une section est appelée à juger les affaires flamandes quatre jours par semaine;

Qu'il suffirait amplement d'exiger la connaissance du flamand d'un quart des magistrats de Bruxelles pour assurer le service de la nouvelle chambre correctionnelle flamande;

Le Congrès émet le vœu :

1^o De voir reviser l'art. 2 de la loi Van der Linden du 22 février 1908 (art 14 des lois coordonnées) en ce sens que la question suivante sera posée par le Président à l'Accusé : « Désirez-vous être jugé par le jury français ou par le jury flamand ? » et que l'accusé pourra se prononcer dans les trois jours où la question aura été posée ;

2^o De voir reviser l'art. 9 des lois coordonnées en ce sens qu'en cas de parité d'accusés wallons et flamands à la Cour d'assises du Brabant, le régime français sera adopté ;

3^o De voir réviser la loi de 1895 et la loi sur l'organisation judiciaire en ce sens qu'une Chambre correctionnelle flamande sera créée près du Tribunal de 1^{re} instance de Bruxelles, et que un quart seulement des magistrats de ce tribunal devront connaître le flamand, ces magistrats seuls étant appelés, à tour de rôle, à siéger à la Chambre correctionnelle flamande.

III. — Sur le rapport et la proposition de M. Hector Chainaye, publiciste à Bruxelles, le Congrès vote le vœu suivant:

Voir les députés belges partisans de la liberté de l'emploi des langues, déposer sur le bureau de la Chambre un projet de révision des lois de 1883 et de 1910 sur l'enseignement moyen.

IV. Sur le rapport et la proposition de M. F. Mallieux, avocat, professeur à l'École des Hautes Études de Liège, le Congrès vote le vœu suivant:

Voir organiser une opposition irréductible au bilinguisme obligatoire en Wallonie.

V. — Sur le rapport et la proposition de M. Emile Jennissen, avocat à Liège, le Congrès vote le vœu suivant:

S'en référant aux ordres du jour votés par le Congrès wallon de 1905 et

par les nombreuses assemblées wallonnes appelées à examiner la question du détournement des grands express ;

Le Congrès proteste énergiquement contre la création d'une nouvelle ligne de chemin de fer qui, partant de Bruxelles pour aboutir à Aix-la-Chapelle, éviterait les importantes agglomérations de Liège et de Verviers ; Félicite les associations qui jusqu'ici organisèrent la résistance ;

Engage les Wallons à s'opposer par tous les moyens à ce que le projet centralisateur et antinational annoncé naguère par le Gouvernement, reçoive exécution ;

S'en remet au « Comité de protestation contre le détournement des Grands Express » du soin de mener jusqu'à la victoire finale le bon combat pour la Wallonie menacée.

VI. — Sur le rapport et la proposition de M. Achille Chainaye, publiciste à Bruxelles le Congrès prend la délibération suivante:

Considérant que la Constitution belge proclame que l'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif, qu'il ne peut être réglé que par la loi et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires;

Considérant que l'Université de Gand, assurée depuis près d'un siècle d'une réputation qui honore la nation, jouit d'un régime faisant de la langue française la langue d'enseignement de la généralité des cours;

Considérant qu'au point de vue scientifique, il est de la plus haute utilité que les cours de l'Université de Gand continuent à être donnés en français, langue de communication mondiale;

Considérant que si une Université dont les cours seraient donnés en langue flamande répond réellement à des nécessités reconnues en Flandre, il appartient à la législature, non de détruire l'Université de Gand telle qu'elle existe — ce qui serait un crime de lèse-civilisation — mais de créer un organisme nouveau;

Le Congrès émet le vœu que le Parlement s'oppose à toute modification du régime linguistique actuel de l'Université de Gand.

VII. — Sur le rapport et la proposition de M. Arthur Snyers, architecte à Liège, le Congrès émet les vœux suivants:

1^o *Voir les Institutions publiques ou privées et les Sociétés organisatrices de conférences, faire une large part à l'histoire des provinces wallonnes et à l'étude des œuvres d'art et de la vie des artistes qui ont illustré ou qui illustrent la Wallonie ;*

2^o *Voir nos établissements d'instruction primaire, moyenne et artistique se documenter sérieusement de façon à pouvoir organiser des cours réguliers d'histoire au point de vue wallon ;*

3^o *Voir les institutions publiques ou privées s'inspirer de l'exemple donné par la Ville de Liège en créant des prix et autres encouragements à l'étude de l'histoire du pays wallon ;*

4^o *Voir publier en une brochure objective et scientifique l'histoire des grands faits et des grands hommes de la Wallonie.*